

cette occasion simplement pour condamner les États-Unis, peut-être pour d'autres raisons.

Monsieur le Président, si vous regardez la liste de ceux qui ont condamné sans réserve les États-Unis, vous trouverez la Libye, le Nicaragua, Cuba, l'Iran, le Nouveau Parti démocratique et le Parti libéral.

* * *

LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT

M. Jim Peterson (Willowdale): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Avec son engouement exagéré et incontrôlé pour les taux d'intérêt élevés, le gouvernement étrangle les exportations, tarit les investissements, augmente le déficit et fait perdre des emplois aux Canadiens.

Et comme si cela ne suffisait pas, le Conférence Board annonçait hier encore que l'industrie canadienne projette une réduction majeure de ses budgets de recherche et de développement. Les entreprises canadiennes perdent confiance dans la politique monétaire du gouvernement. Pour les Canadiens, les taux d'intérêt élevés ne sont pas un terrain de jeu uniforme, c'est un marécage parsemé de sables mouvants.

Le ministre avouera-t-il à la Chambre aujourd'hui que ces réductions des budgets de R et D prouvent l'échec de sa politique?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, notre gouvernement est parfaitement conscient de l'importance d'avoir des taux d'intérêt peu élevés. Au début de la législature précédente, nous étions franchement en faveur de taux d'intérêt peu élevés, car nous avons jugé que c'était ce qui convenait à l'époque. Mais depuis un an et demi, nous avons constaté des tendances à l'accélération de l'inflation. Ces tendances sont toujours là.

Si le député veut que nous ne tenions pas compte de ces tendances, cela nous ramènera directement à la fin des années 70 et au début des années 80 qui nous ont donné une grave récession, laquelle a causé un tort durable à l'économie, aux investissements ainsi qu'à la recherche et au développement.

Une voix: Il n'y a pas de comparaison.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Les députés disent qu'il n'y a pas de comparaison. Je tiens à leur rappeler que, en 1976 je pense, le taux d'inflation se situait à 5,5 p. 100 environ, comme aujourd'hui à peu près. Quatre ans plus tard environ, il était passé à 13 p. 100.

Une voix: Partout dans le monde.

Questions orales

M. Wilson (Etobicoke-Centre): «Partout dans le monde», dit-il. Si les députés veulent jeter un coup d'oeil sur ce qui se passe ailleurs, ils verront que l'inflation commence à remonter dans plusieurs pays. Au Japon, les taux d'intérêt augmentent. En Allemagne, les taux d'intérêt augmentent. Au Royaume-Uni, les taux d'intérêt augmentent. Donc, elle augmente dans plusieurs pays du monde.

Si nous ne voulons pas empêcher que ce problème ne s'aggrave et prévenir la répétition de ce qui s'est passé en 1981-1982, alors nous pouvons suivre exactement l'orientation que le Parti libéral et le Nouveau Parti démocratique veulent adopter, laquelle nous donnera une inflation beaucoup plus aiguë et nous fera perdre définitivement la compétitivité si importante pour le pays.

* * *

[Français]

LA PETITE ENTREPRISE

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard): Monsieur le Président, ma question s'adresse aussi au ministre des Finances. Lors des audiences du Comité des finances, il a été clairement démontré que la TPS sera un cauchemar pour la petite entreprise. Ma question est très simple: Pourquoi hier le ministre a-t-il abandonné la petite entreprise quand elle aura des difficultés à percevoir une taxe à la consommation au Canada, qui est le seul pays au monde qui a 10 systèmes de taxe à la consommation? Pourquoi le ministre des Finances veut-il tuer l'esprit d'entrepreneurship de la petite entreprise au Canada?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je ne sais pas où a passé ce député. Il siége à la Chambre depuis 1984.

Il a dû voir depuis les nombreuses mesures que nous avons prises pour encourager la petite entreprise à laquelle le Parti libéral s'était systématiquement opposé. Premièrement, il y a eu l'exemption de 500 000 \$ sur les gains en capital. Deuxièmement, il y a eu une augmentation substantielle du pouvoir d'emprunter pour la petite entreprise. Troisièmement, il y a eu aussi une augmentation des crédits remboursables pour la recherche et le développement—là encore un très fort encouragement pour le secteur de la petite entreprise.

Le projet de TPS s'accompagne d'un certain nombre de mesures, par exemple des méthodes comptables abrégées, un revenu en deçà duquel le petit commerçant n'aura pas à faire de rapport de taxe, et il y aura deux semaines demain, j'ai rencontré. . .